



# Les affirmations de Cohen ne sont pas des preuves de «collusion» de WikiLeaks avec Trump ou la Russie

Par [James Cogan](#)

Mondialisation.ca, 02 mars 2019

[wsws.org](#) 28 février 2019

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Loi et Justice](#)

Michael Cohen, l'ancien avocat de Donald Trump, a témoigné sous serment devant le Comité de surveillance de la Chambre des communes qu'il a entendu un appel téléphonique entre Trump et le consultant politique Roger Stone à une date non précisée en juillet 2016.

Cohen a déclaré: «M. Stone a dit à M. Trump qu'il venait de parler au téléphone avec Julian Assange et que M. Assange avait dit à M. Stone que, d'ici quelques jours, il y aurait une énorme quantité de courriels qui endommageraient la campagne de Hillary Clinton. M. Trump a répondu en disant: "Ce serait génial."»

Le WWSWS n'a aucun moyen de savoir si Cohen, déjà condamné pour parjure, ment au sujet de cet appel téléphonique. Si Roger Stone a fait une telle déclaration à Trump, alors Stone a menti, ce qu'il a déjà admis publiquement.

Stone, un douteux personnage qui ne cesse de se donner de l'importance, a cherché à rehausser son statut en 2016 en prétendant avoir une connaissance «intime» de ce que WikiLeaks publierait sur l'élection présidentielle américaine et à quel moment. Plus absurde encore, il a prétendu avoir dîné avec Julian Assange, qui est dans les faits emprisonné à l'ambassade de l'Équateur à Londres depuis le 19 juin 2012.

Stone a été inculpé le 24 janvier dans l'enquête menée par l'avocat spécial et ancien directeur du FBI Robert Mueller, pour avoir fait «de multiples fausses déclarations à l'HPSCI (House of Representatives Permanent Select Committee on Intelligence) sur ses interactions concernant l'Organisation 1[WikiLeaks]».

Stone a catégoriquement nié avoir communiqué avec WikiLeaks ou Julian Assange avant l'HPSCI. Il a admis qu'il avait menti alors qu'il avait publiquement prétendu l'avoir fait.

Les mois d'enquête qui ont précédé l'acte d'accusation ont impliqué l'examen médico-légal par l'équipe de Mueller des dossiers de toutes les communications de Stone, y compris le téléphone, les SMS, les discussions en ligne, la messagerie Twitter et tout autre moyen.

L'acte d'accusation de Mueller ne comprenait pas un seul exemple de Stone parlant ou communiquant directement avec WikiLeaks ou Julian Assange.

Au lieu de cela, il a été inculpé de cinq chefs d'accusation pour avoir fait de fausses déclarations au sujet de son approche de l'animateur radio radical Randy Credico et du

rédacteur en chef d'*Infowars.com*, Jerome Corsi. Stone l'avait contacté à la fois pour essayer de découvrir quelles informations WikiLeaks avait divulguées et quand elles allaient être publiées.

Les informations fournies à Stone par Credico et Corsi étaient largement spéculatives et souvent inexactes. Tous deux ont nié avoir reçu quoi que ce soit de WikiLeaks et ont déclaré avoir relayé à Stone des informations qui avaient déjà été révélées publiquement, et qui faisaient l'objet de larges discussions.

Peut-être Roger Stone a-t-il, au cours du mois de juillet, cherché à entrer dans les bonnes grâces de Trump en prétendant qu'Assange lui avait parlé d'une publication imminente de fuites du Parti démocrate qui aurait un impact sur Hillary Clinton.

Julian Assange avait révélé publiquement, le 12 juin 2016, dans une interview à «Peston on Sunday» sur le réseau britannique ITV, que WikiLeaks avait des courriels reliés à Hillary Clinton et les publierait.

L'acte d'accusation de Mueller *ne mentionne pas* le seul exemple où le compte Twitter officiel de WikiLeaks a communiqué avec Stone lors de l'élection du 13 octobre 2016, car il confirme qu'il n'avait aucun lien avec lui ou avec la campagne Trump.

Comme l'a écrit le WSWS le 30 janvier 2019:

«Stone a envoyé un message à WikiLeaks pour se plaindre que l'organisation avait déclaré publiquement qu'elle n'avait aucune relation avec lui. L'agent de droite a affirmé qu'il «défendait» WikiLeaks et que l'organisation devait donc cesser de «l'attaquer».

«WikiLeaks a répondu: "Nous l'apprécions [votre défense]. Cependant, les démocrates se servent des fausses allégations d'association pour saper l'impact de nos publications. Cessez vos insinuations si vous ne voulez pas qu'on vous corrige."

«Stone a répondu deux jours plus tard: "Ha, plus vous me "corrigez", plus les gens pensent que vous mentez. Votre opération fuit comme une passoire".»

En d'autres termes, l'acte d'accusation de Mueller *omettait* une déclaration catégorique de WikiLeaks selon laquelle ses allégations d'association étaient «fausses».

WikiLeaks et Assange n'ont pas été «de connivence» avec la Russie ou la campagne Trump. En tant qu'organisation médiatique, elle a publié des fuites qu'elle avait reçues d'une source inconnue, révélant que le Comité national démocrate (DNC) avait cherché à saper la campagne de Bernie Sanders dans les primaires du parti pour assurer la nomination de Hillary Clinton.

Plus tard, WikiLeaks a publié d'autres fuites – des courriels envoyés par le directeur de la campagne de Clinton, John Podesta – qui contenaient des discours de Clinton prononcés devant le patronat, dans lesquels elle se vantait de son bilan militariste et promettait de protéger les intérêts de Wall Street et des grandes entreprises.

La responsabilité politique de la victoire de Donald Trump – par l'intermédiaire du collègue électoral, et non du vote populaire – repose carrément sur la direction du Parti démocrate, dont Bernie Sanders. Malgré les faits exposés par WikiLeaks, les démocrates ont nommé Clinton, une militariste de droite méprisée par la population. Ce faisant, ils ont abandonné

les 13 millions de personnes, principalement des jeunes et des travailleurs qui avaient voté pour Sanders en raison de ses prétentions «socialistes» et de sa «révolution politique». Dégoûtées, des millions de personnes, en particulier dans les principales régions industrielles, n'ont pas voté du tout.

Le motif derrière la diffamation de WikiLeaks sur les fuites du DNC et de Podesta a trois composantes principales. Premièrement, cela fait partie de la guerre civile politique pour savoir quelle faction de la classe dirigeante américaine contrôlera la Maison-Blanche et les leviers du pouvoir étatique. Deuxièmement, c'est une tentative pathétique du Parti démocrate d'expliquer sa défaite en 2016. Enfin, en calomniant Assange comme étant un «larbin de la Russie», les défenseurs de l'establishment impérialiste tentent de justifier à la fois sa persécution et la tentative plus large de censurer et de réduire au silence tous les médias indépendants et critiques.

Tous les défenseurs des droits démocratiques doivent rejeter l'attaque contre WikiLeaks et exiger la liberté immédiate et inconditionnelle de Julian Assange.

James Cogan

Article paru en anglais, WSWS, le 28 février 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [James Cogan](http://JamesCogan.com), [wsws.org](http://wsws.org), 2019

---

Articles Par : [James Cogan](http://JamesCogan.com)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)